



CHAPITRE 70

Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec

[Sanctionnée le 30 juin 1976]

Préambule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec et de ses membres que ses buts soient précisés et que les qualités requises pour devenir membre soient modifiées;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1967/68,
c. 112, s.
4, remp.

1. L'article 4 de la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (1967/1968, chapitre 112) est remplacé par le suivant :

Buts.

« 4. Les buts de la corporation sont les suivants :

a) grouper les secrétaires-trésoriers, greffiers, trésoriers et gérants des corporations municipales de cité ou de ville, ainsi que tous autres officiers municipaux de cité ou de ville dont la fonction est reconnue suivant les règlements adoptés à cette fin par la corporation;

b) aider au perfectionnement de ses membres et, à cette fin, mettre à leur disposition des cours, des conférences et autres activités semblables;

c) étudier, promouvoir et protéger de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels de ses membres. »

1967/68,
c. 112, s.
9, remp.

2. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant :

CHAPTER 70

An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec

[Assented to 30 June 1976]

Preamble.

WHEREAS it is in the interest of the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec and of its members that its objects be specified and that the qualifications required for becoming a member be amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 4 of the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec (1967/1968, chapter 112) is replaced by the following:

“4. The objects of the corporation shall be the following:

(a) to group the secretary-treasurers, clerks, treasurers and managers of city or town municipal corporations and all other city or town municipal officers whose offices are recognized under the by-laws made for such purpose by the corporation;

(b) to assist in improving the knowledge of its members, and for such purpose make available to them courses, lectures and other similar activities;

(c) to study, foster and protect, in any manner, the economic, social and professional interests of its members.”

1967/68,
c. 112, s.
9, re-
placed.

2. Section 9 of the said act is replaced by the following:

Conditions
d'admis-
sibilité.

« 9. Pour devenir membre de la corporation, une personne doit établir, à la satisfaction du conseil d'administration de la corporation :

- a) qu'elle est majeure;
- b) qu'elle est secrétaire-trésorier, greffier, trésorier ou gérant d'une corporation municipale de cité ou de ville ou qu'elle est un officier municipal dont la fonction est reconnue par un règlement à cet effet adopté par la corporation et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;
- c) qu'elle a occupé pendant au moins deux ans l'une ou plusieurs des fonctions de secrétaire-trésorier, greffier, trésorier, gérant ou toute autre fonction reconnue par un règlement adopté en vertu du paragraphe b;
- d) qu'elle détient un diplôme ou un certificat d'une université ou d'un collège d'enseignement général et professionnel, diplôme ou certificat reconnu par un règlement de la corporation;
- e) qu'elle a acquitté la cotisation exigible pour l'année en cours;
- f) qu'elle réside ou travaille habituellement au Québec;
- g) qu'elle remplit toutes les conditions requises par les règlements pour son admission. »

1967/68.
c. 112, a.
9a, aj.

3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant :

Id., per-
sonnes ne
possédant
pas de
diplôme.

« 9a. Nonobstant les dispositions de l'article 9, toute personne qui ne détient pas un diplôme ou un certificat reconnu par un règlement de la corporation pourra devenir membre de la corporation, si elle établit, à la satisfaction du conseil d'administration :

- a) qu'elle remplit toutes les conditions requises aux paragraphes a, b, e, f et g de l'article 9, et
- b) qu'elle a occupé, pendant une période d'au moins cinq ans, l'une ou plusieurs des fonctions de secrétaire-trésorier, greffier, trésorier, gérant ou toute autre fonction reconnue par un règlement de la corporation et qu'elle rencontre les qualifications requises, établies par règlement de la corporation. »

1967/68.
c. 112, a.
10, remp.

4. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« 9. To become a member of the corporation, a person must show to the satisfaction of the board of directors of the corporation :

Qualifica-
tions for
member-
ship.

- (a) that he is of the age of majority;
- (b) that he is a secretary-treasurer, clerk, treasurer or manager of a city or town municipal corporation or that he is a municipal officer whose office is recognized by a by-law to that effect made by the corporation and approved by the Lieutenant-Governor in Council;
- (c) that he has held, for at least two years, one or more of the offices of secretary-treasurer, clerk, treasurer or manager, or any other office recognized by a by-law made under paragraph b;
- (d) that he holds a university degree or certificate or a general and vocational college diploma or certificate, recognized by a by-law of the corporation;
- (e) that he has paid the contribution exigible for the current year;
- (f) that he usually resides or works in the province of Québec;
- (g) that he fulfils all the conditions required by the by-laws for his admission. »

3. The said act is amended by inserting after section 9 the following :

1967/68.
c. 112, s.
9a, added.

« 9a. Notwithstanding the provisions of section 9, any person who does not hold a degree or certificate recognized by a by-law of the corporation may become a member of the corporation, if he shows to the satisfaction of the board of directors :

Id., per-
son not
holding
degree.

- (a) that he fulfils all the conditions required in paragraphs a, b, e, f and g of section 9, and
- (b) that he has held, for a period of at least five years, one or more of the offices of secretary-treasurer, clerk, treasurer or manager or any other office recognized by a by-law of the corporation, and that he meets the required qualifications established by by-law of the corporation. »

1. Section 10 of the said act is replaced by the following :

1967/68.
c. 112, s.
10, re-
placed.

Approba-
tion, etc.

« 10. Les règlements visés aux paragraphes *a* à *d* de l'article 8 et aux paragraphes *b* et *d* de l'article 9, ainsi qu'à l'article 9*a*, doivent d'abord être approuvés par les membres de la corporation à une assemblée générale; ils sont ensuite publiés dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication ils seront soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Ils n'entrent en vigueur que sur nouvelle publication d'un avis de cette approbation. »

Maintien
en vigueur
des règle-
ments.

5. Les règlements de la corporation actuellement en vigueur concernant l'admission des membres le demeurent jusqu'à l'entrée en vigueur de nouveaux règlements adoptés en vertu de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“10. The by-laws contemplated in paragraphs *a* to *d* of section 8 and in paragraphs *b* and *d* of section 9, and in section 9*a*, must first be approved by the members of the corporation at a general meeting; they shall then be published in the *Gazette officielle du Québec* with notice that at the expiry of thirty days following such publication they will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval. They shall not come into force until further publication of a notice of such approval.”

5. The by-laws of the corporation now in force respecting the admission of members shall so remain until the coming into force of new by-laws made under this act.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.